

ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE

-----  
Commission de l'économie,  
des finances, du budget et  
de la fonction publique  
-----

Papeete, le

10 JUIN 2021

N° 73-2021

RAPPORT

relatif à un projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2020 (budget général),

présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique,

par Madame et Monsieur les représentants Moihara TUPANA et Luc FAATAU

Document mis  
en distribution

Le 10 JUIN 2021

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 3616/PR du 26 mai 2021, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2020 (budget général).

Conformément à l'article 185-8 de la loi organique statutaire : « *L'arrêté des comptes de la collectivité est constitué par le vote de l'assemblée de la Polynésie française sur le compte administratif présenté par le président de la Polynésie française après transmission, au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le comptable de la Polynésie française. Le vote de l'assemblée de la Polynésie française arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice.*

*Le compte administratif est arrêté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption. ».*

L'article 32 de la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée, portant réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française, prévoit que « *après transmission, au plus tard le 1<sup>er</sup> juin de l'année suivante, du compte de gestion établi par le comptable, l'arrêté des comptes de la Polynésie française est constitué par le vote de l'assemblée de la Polynésie française sur le compte administratif établi par le Président de la Polynésie française.*

*L'assemblée de la Polynésie française arrête les comptes de chaque année. Elle approuve les différences entre les résultats et les prévisions initiales de l'année, complétées, le cas échéant, par les délibérations modificatives. Elle s'assure de la concordance des résultats entre le compte administratif et le compte de gestion après pointage des écritures effectuées au niveau de l'article à 3 chiffres par le service ordonnateur et la paie de la Polynésie française. Le vote de l'assemblée de la Polynésie française doit intervenir avant le 30 juin de l'année suivante. »*

Les résultats d'exécution du budget de la Polynésie française, tels que décrits dans le compte administratif et qui ressortent de la comptabilité de l'ordonnateur, concordent avec ceux du compte de gestion du payeur de la Polynésie française, au titre du budget général.

Il est à noter que les représentants à l'assemblée ont été destinataires du rapport du Président de la Polynésie française, constitué de deux tomes, prévu à l'article 155 de la loi organique statutaire<sup>1</sup>.

Le tome I correspond à la présentation de la situation économique et financière du Pays et au rapport annuel de performance. Le RAP détaille, pour chacune des 18 missions et programmes liés selon lesquelles le budget du Pays est découpé, l'action menée en 2020 par le gouvernement en faveur des politiques sectorielles, utilisant les moyens budgétaires votés par l'assemblée. Ce rapport, présenté selon une structure identique à celle du rapport DOB 2020, exprime les performances réellement obtenues, comparées aux objectifs prédéfinis.

Le tome II reprend l'organisation administrative de la Polynésie française :

- présentation des schémas sectoriels ;
- bilan social ;
- état des moyens (parc immobilier, parc automobile, moyens informatiques) ;
- actions de modernisation engagées ;
- les entités de la Polynésie française (services administratifs, établissements publics et sociétés dans lesquels la Polynésie détient des participations, etc.) ;
- les objectifs de développement durable en Polynésie française.

La balance générale du compte administratif peut se présenter de manière simplifiée comme suit :

Section	Mouvements budgétaires		Mouvements réels		Écritures d'ordres	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	168 378 779 027	173 880 702 857	131 889 539 696	125 714 248 464	36 489 239 331	48 166 454 393
Investissement	85 264 219 247	68 313 574 833	54 139 488 824	48 866 059 472	31 124 730 423	19 447 515 361
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>253 642 998 274</b>	<b>242 194 277 690</b>	<b>186 029 028 520</b>	<b>174 580 307 936</b>	<b>67 613 969 754</b>	<b>67 613 969 754</b>
<b>Résultat de fonctionnement</b>		<b>5 501 923 830</b>	<b>Résultat d'investissement (hors compte 106.8)</b>		<b>- 16 950 644 414</b>	

Une description précise de l'exécution du budget général de l'exercice 2020 figure dans la présentation détaillée qui accompagne le compte administratif.

Il importe de relever que l'année 2020 est marquée par la pandémie mondiale de Covid-19. Les mesures prises à l'international pour freiner sa propagation ont dégradé l'activité économique mondiale, dont celle de la Polynésie française. L'économie subit une crise imprévisible dont l'ampleur est totalement inédite et dont personne ne peut aujourd'hui estimer la durée. Cette crise est plus forte et plus soudaine que celle de 2008. Afin d'endiguer les effets de cette crise et maintenir les conditions de la reprise, le Pays et l'État ont poursuivi leurs dispositifs de soutien à l'économie.

Le détail des recettes et dépenses par mission du budget général 2020 ainsi que l'évolution des recettes et dépenses réelles des exercices 2011 à 2020 sont annexés au présent rapport (cf. annexes 1 et 2).

## I.- EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

### 1.1 Les recettes de fonctionnement

Les recettes réelles de fonctionnement (hors écritures d'ordre) de l'exercice 2020 s'établissent à 125,7 milliards F CFP contre 131,1 milliards F CFP en 2019.

Eu égard à la crise sanitaire de la covid-19, elles sont en diminution de 5,4 milliards F CFP alors qu'elles étaient en hausse constante depuis 2014 (exception faite de l'exercice 2018 qui a accusé une légère diminution de 945 millions F CFP en raison notamment de recettes exceptionnelles réalisées en 2017).

Cette réduction de 4 % des recettes est le résultat de la forte contraction des recettes fiscales (-9,3 milliards F CFP soit -9 %), et l'augmentation des recettes non fiscales (+3,9 milliards F CFP soit +17 %).

<sup>1</sup> « Le Président de la Polynésie française adresse chaque année à l'assemblée de la Polynésie française :

1° Pour approbation, le projet d'arrêté des comptes de l'exercice budgétaire écoulé, avant l'ouverture de la session budgétaire ;

2° Un rapport sur l'activité du gouvernement durant l'année civile écoulée, sur la situation économique et financière de la Polynésie française et sur l'état de ses différents services. »

Outre une recette ponctuelle liée à une décision de justice d'un montant de 2,3 milliards F CFP (amende douanière) titrée en 2019 (et qui n'est donc pas reconduite en 2020), les principales diminutions sont dues à la baisse de l'activité économique :

- TVA : -4,3 milliards F CFP ;
- droits à l'importation : -1,4 milliard F CFP ;
- droits de timbres et d'enregistrement : -597 millions F CFP.

Toutefois, ces variations sont atténuées par la hausse de certaines recettes non fiscales :

- décisions de justice : 3,4 milliards F CFP ;
- participation du Fonds européen de développement (FED) : 597 millions F CFP.

Comparées à l'exercice 2011, année à partir de laquelle les effets de la précédente crise économique se sont traduits par une chute des recettes budgétaires du Pays, les recettes de 2020 sont supérieures de 17,6 milliards F CFP.

## **1.2 Les dépenses de fonctionnement**

Les dépenses réelles de fonctionnement (hors écritures d'ordre) s'élèvent à 131,9 milliards F CFP, en augmentation de 23 milliards F CFP (+21 %) par rapport à 2019.

Cette hausse s'explique notamment par la crise de la covid-19 :

- 2,8 milliards F CFP en dépenses imprévues pour répondre aux urgences ;
- 6,9 milliards F CFP pour solder par anticipation les sommes dues à la caisse de prévoyance sociale au titre de du FADES. Le FADES — clôturé par la délibération n° 2020-74/APF du 03 décembre 2020 — avait pour finalité l'apurement, au terme de l'exercice 2029, du déficit cumulé de la branche maladie du RGS d'un montant de 14,769 milliards F CFP au 31 décembre 2010 ;
- 12,6 milliards F CFP de crédits en faveur des aides à l'emploi via le FELP ;
- et 400 millions F CFP complémentaires pour le RSPF au titre de la hausse des allocations familiales qui passent de 10 000 F CFP à 15 000 F CFP.

Il est à noter qu'une partie des crédits initialement dédiés aux mesures d'assainissement des comptes (dotations aux provisions, dégrèvements et annulations de titre, admissions en non valeur) a été redéployée en faveur des charges de personnel, fonctionnement courant et dépenses de transfert.

Le contexte sanitaire explique en grande partie l'augmentation des dépenses en matière de dépense de personnel, avec notamment le recours à des agents non titulaires pour pallier les besoins en personnel notamment dans le secteur de la santé. A cela s'ajoute également le paiement d'accessoires de salaires, tels que les heures supplémentaires, les gardes et astreintes.

L'année 2020 a également été marquée par la reprise de la gestion des payes des agents de l'autorité administrative indépendante (AAI) dénommée autorité polynésienne de la concurrence (APC). Annuellement le coût de cette AAI avoisine 170 millions F CFP.

# **II.- EN SECTION D'INVESTISSEMENT**

## **1.1 Les recettes d'investissement**

Les recettes d'investissement s'élèvent 48,9 milliards F CFP pour l'année 2020 dont 40,3 milliards F CFP d'emprunts :

- les reliquats d'emprunts contractés avant 2020 non mobilisés ont été titrés pour 8,4 milliards F CFP ;
- l'emprunt exceptionnel garanti par l'État à hauteur de 28,6 milliards F CFP est intégralement comptabilisé ;
- les premières tranches des emprunts signés en 2020 sont mobilisées pour 3,3 milliards F CFP.

Les recettes issues des partenariats financiers totalisent un montant global de 7,8 milliards F CFP dont notamment :

- 6 milliards F CFP pour le dispositif du troisième instrument financier (3IF) ;
- 460 millions F CFP relatifs au fonds exceptionnel d'investissement (FEI) ;
- 385 millions F CFP au titre du contrat de projets n° 2 (CdP 2) ;
- 267 millions F CFP pour l'éducation ;
- 232 millions F CFP relatifs à la convention oncologie ;
- 176 millions F CFP de l'agence nationale pour la rénovation urbaine ;
- 143 millions F CFP pour la convention culture.

Les remboursements de trop-perçu s'élèvent à 253 millions F CFP.

Le titre de recette relatif au remboursement de l'avance accordée à la société Huilerie de Tahiti a été émis pour 455 millions F CFP.

Les deux échéances d'emprunt dues par l'office polynésien de l'habitat (OPH), au titre de la mise en jeu de la garantie de la Polynésie française en 2014, totalisent 37 millions F CFP.

Les échéances de remboursement des prêts accordés aux sociétés Assainissement des eaux de Tahiti et Port de pêche de Papeete représentent respectivement 20 et 5 millions F CFP.

## **1.2 Les dépenses d'investissement**

Les dépenses réelles d'investissement, hors remboursement en capital de la dette, atteignent 45,4 milliards F CFP. Elles augmentent de 52 % (+15,6 milliards F CFP) par rapport à l'année précédente et s'expliquent notamment par :

- le prêt accordé à la caisse de prévoyance sociale à hauteur de 9,6 milliards F CFP ;
- l'avance en compte courant à ATN pour 2,1 milliards F CFP pour pallier la suspension de son activité à compter de la date du 28 mars compte tenu de la fermeture des frontières de la Polynésie française, ainsi que des pays que ATN dessert ;
- l'avance en compte courant accordée à la société Tahiti Nui Helicopters de 200 millions F CFP afin de maintenir les évéasans sur Tahiti et Moorea.

Hormis ces dépenses exceptionnelles, les dépenses 2020 ont progressé de 3,6 milliards F CFP pour atteindre 33,4 milliards F CFP. 33 % de ces dépenses concernent des subventions d'équipement versées (14,5 milliards F CFP), à destination notamment des :

- établissements publics (10,7 milliards F CFP) dont 7 milliards F CFP pour l'OPH, 1,4 milliard F CFP pour l'office des postes et des télécommunications (dont 250 pour ONATI et 35 millions F CFP pour FARE RATA), et 1 milliard F CFP pour le CHPF ;
- communes pour 1,4 milliard F CFP ;
- divers dispositifs d'aides : 1,2 milliard F CFP dont 451 millions F CFP pour les aides à l'investissement des ménages, 430 millions F CFP pour les aides au secteur agricole, 198 millions F CFP pour les aides à la pêche, 39 millions F CFP pour les aides au développement des logements chez l'habitant, 18 millions F CFP pour les aides en matériel de radiocommunication, 14 millions F CFP pour les aides filière bois et 4 millions F CFP pour les aides aux particuliers pour l'installation d'unités de production d'énergie photovoltaïque ;
- sociétés d'économie mixte : 1,1 milliard F CFP dont 834 millions F CFP à la SOFIDEP et 224 millions F CFP à la TEP.

Enfin, parmi les opérations qui ont généré des dépenses supérieures à 300 millions F CFP, se distinguent :

- en matière sanitaire avec la construction du SWAC du CHPF (1,3 milliard F CFP) et la construction du pôle de santé mentale (494 millions F CFP) ;
- en matière foncière avec l'acquisition de diverses parcelles ou ensemble foncier sises notamment à Mahina (443 millions F CFP), Punaauia (429 millions F CFP), Taputapuataea (394 millions F CFP), à Pirae (314 millions F CFP - destiné au laboratoire d'anatomo-cytopathologie) ou pour la reconstruction du pont de la rivière Nahoata à Pirae (337 millions F CFP).

### III.- LES OPÉRATIONS D'ORDRE

Les opérations d'ordre sont des opérations comptables qui concernent à la fois une opération de dépense et une opération de recette. Elles sont sans incidence sur la trésorerie mais leur impact sur le résultat de l'exercice peut être important (ex : les exonérations fiscales et les crédits de défiscalisation).

En 2020, elles totalisent 67,6 milliards F CFP, et se décomposent comme suit :

En section d'investissement (31,1 milliards F CFP) :

- la quote-part du PGE destinée à des dépenses de fonctionnement : 19 milliards F CFP ;
- le transfert de propriété des aéroports de Bora Bora, Raiatea et Rangiroa : 8 milliards F CFP ;
- les écritures de neutralisation de la dotation aux amortissements : 2 milliards F CFP ;
- les crédits vendeurs relatifs à l'acquisition de l'ensemble immobilier dépendant du domaine Martin à Raiatea : 1,1 milliard F CFP ;
- les crédits vendeurs relatifs à l'acquisition de la parcelle à Mahina appartenant à la société Télédiffusion de France (TDF) : 432 millions F CFP ;
- la cession à titre gratuit au profit de la Polynésie française de l'ensemble immobilier accueillant l'ancien collège de Bora Bora à Vaitape : 293 millions F CFP ;
- la dotation aux amortissements des subventions transférables : 259 millions F CFP ;
- diverses cessions au profit du pays : 55 millions F CFP.

En section de fonctionnement (36,5 milliards F CFP) :

- les exonérations douanières pour 20 milliards F CFP ;
- la dotation aux amortissements pour un montant de 9,4 milliards F CFP ;
- les crédits d'impôts de défiscalisation locale : 4,2 milliards F CFP au titre de l'impôt sur les sociétés et 507 millions F CFP au titre de l'impôt sur les transactions pour un montant total de 4,7 milliards F CFP ;
- les exonérations de la recette des hypothèques à hauteur de 1,9 milliard F CFP ;
- les travaux en régie pour un montant global de 253 millions F CFP ;
- la dotation aux amortissements des charges financières à répartir : 92 millions F CFP ;
- les écritures relatives à des échanges sans soulte et des cessions : 43 millions F CFP.

### IV.- ANALYSE DE L'EXÉCUTION

Un rappel des résultats et de la situation financière des exercices 2011 à 2020 figurent en annexe au présent rapport (cf. annexe 3).

#### 1.1 Résultats

##### 1.1.1 Résultat de fonctionnement

Exceptionnellement pour 2020, il convient de retraiter les données de la quote-part du PGE (19 milliards F CFP) qui permet de financer des dépenses de fonctionnement. Ainsi, le résultat de clôture retraité de la section de fonctionnement de l'exercice 2020 s'établit à 5,5 milliards F CFP contre 15,6 milliards F CFP en 2019 soit -65 %.

##### 1.1.2 Résultat d'investissement

La section d'investissement finit l'exercice 2020 avec un résultat négatif (besoin de financement non couvert) de 17 milliards F CFP contre 19 milliards F CFP en 2019. Compte tenu de l'affectation d'un excédent de fonctionnement capitalisé de 15,2 milliards F CFP, et après reprise du solde de -8,8 milliards F CFP au 1<sup>er</sup> janvier 2020, le solde de clôture de la section d'investissement pour 2020 s'établit à -10,6 milliards F CFP.

##### 1.1.3 Résultat cumulé global

Le résultat de fonctionnement de 5,5 milliards F CFP et le résultat d'investissement de -17 milliards F CFP donnent ainsi un résultat global de l'exercice 2020 de -11,4 milliards F CFP. Compte tenu du report des résultats antérieurs de 28,2 milliards F CFP, le résultat cumulé global à fin 2020 s'établit à 17 milliards F CFP (dont 212,2 millions d'écritures non budgétaires).

Le besoin de financement du report des crédits d'investissement s'élève à 3,9 milliards F CFP, en diminution pour la troisième année consécutive (11,6 milliards F CFP en 2017, 10,2 milliards F CFP en 2018 et 6,4 milliards F CFP en 2019).

En conséquence, le résultat net global chute de 40 % pour s'établir à 13,1 milliards F CFP (contre 21,8 milliards F CFP en 2019).

## 1.2 Situation financière

### 1.2.1 L'épargne

Hors intégration de la quote-part de l'emprunt garanti par l'État (PGE) de 19 milliards F CFP imputable en section de fonctionnement, l'épargne brute s'établit à -6,2 milliards F CFP et le résultat de fonctionnement s'effondre à -13,5 milliards F CFP.

Le financement du remboursement en capital de la dette qui s'élève à 8,8 milliards F CFP n'est pas assuré, et l'épargne nette se dégrade (-15 milliards F CFP).

Cependant, par dérogation à la règle d'or qui permet d'intégrer en recette de fonctionnement 19 milliards F CFP du PGE, l'épargne brute s'établit à 12,9 milliards F CFP. Elle finance le remboursement en capital de la dette, et dégage une épargne nette de 4,1 milliards F CFP.

### 1.2.2 La dette

#### 1.2.2.1 *La dette relative au budget général*

Pour la troisième année consécutive, l'annuité de la dette demeure quasi stable (11,6 milliards F CFP). Compte tenu du contexte particulier de l'année 2020, l'encours de la dette totale de la Polynésie française progresse pour s'établir à 111,4 milliards F CFP, ce qui représente une hausse de 31,5 milliards F CFP (+40 %). Le ratio de l'encours de la dette rapporté à l'autofinancement brut se détériore en raison de la progression de l'endettement de la collectivité.

#### 1.2.2.2 *La dette garantie*

L'encours de la dette garantie par la Polynésie française s'établit à 10,7 milliards F CFP au 31 décembre 2020. La caution de la Polynésie française concerne principalement le secteur des transports aériens qui représente 68 % du total garanti. En effet, le Pays a accordé sa garantie aux emprunts contractés par la société Air Tahiti Nui pour le financement de l'acquisition de deux avions Dreamliner.

Le ratio de la somme de l'annuité de la dette publique et de l'annuité garantie rapportée aux recettes réelles de fonctionnement s'établit aux alentours de 9 %.

	Total au 31/12/2020	Transports	Sanitaire	Social	Education
AIR TAHITI NUI	7 279 236 277	7 279 236 277			
Centre hospitalier de la PF	1 123 881 623		1 123 881 623		
Prêts d'études aux Étudiants	765 361 533				765 361 533
Office polynésien de l'habitat	1 539 556 655			1 539 556 655	
<b>TOTAL</b>	<b>10 708 036 088</b>	<b>7 279 236 277</b>	<b>1 123 881 623</b>	<b>1 539 556 655</b>	<b>765 361 533</b>
	100,00%	67,98%	10,50%	14,38%	7,15%

La provision constituée pour un montant de 2,4 milliards F CFP est rapportée à l'encours total garanti à fin 2020 de 10,7 milliards F CFP, soit un taux de couverture du risque de 23 %, supérieur au seuil réglementaire de 20 %.

## V.- APPRÉCIATION DES COMPTES

### 1.1 Agence de notation

La notation de la Polynésie française reflète sa situation politique, économique, budgétaire et financière. Après avoir relevé les notations d'émetteur de la Polynésie française en décembre 2018 à A3/Prime-1 (confirmé en décembre 2019), l'agence de notation Moody's a affirmé le 20 mai dernier, la notation long terme A3, et a abaissé la notation court terme à Prime-2, en conformité avec la grille de notation correspondante à la notation A3. La perspective passe de positive à stable.

L'agence précise que le profil de crédit de la Polynésie française (A3, perspective stable) reflète des performances financières qui resteront solides malgré les impacts de la crise sanitaire.

Compte tenu de tous ces éléments, un relèvement de la notation est envisageable si la notation de l'Etat était également relevée et si l'amélioration de ses pratiques de gouvernance et de gestion devait se poursuivre et si sa dette devait diminuer davantage.

En revanche, particulièrement en cette période de crise sanitaire, un ralentissement durable de l'économie impliquant une dégradation significative des niveaux d'épargne brute et des ratios de dette et/ou une remise en cause de la volonté de réformes structurelles de la Polynésie française associée à un changement de trajectoire en termes de performance financière, pèseraient sur la notation. Une fragilisation du profil de liquidité de la Polynésie française serait également source de tension sur la notation. Enfin, une révision à la baisse de la notation de la France (Aa2 stable) aurait très probablement une incidence négative sur le profil de crédit de la Polynésie française.

### 1.2 Indice de Qualité des Comptes Locaux (IQCL)

L'IQCL élaboré par les services de la Direction Générale des Finances Publiques pour l'ensemble des collectivités de métropole et adapté à la Polynésie française, permet de mesurer la progression ou au contraire la dégradation des comptes d'une collectivité au regard du seul respect des mécanismes comptables. Cet indicateur vise à accroître la lisibilité des comptes et leur sincérité.

L'amélioration de la qualité des comptes du Pays amorcée depuis 2013 poursuit sa croissance en 2019 avec un indice de 17,21 sur 20 (contre 16,77 sur 20 en 2018).

2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
10,67	13,68	13,89	15,34	16,60	16,57	16,77	17,21

L'IQCL de l'exercice 2020 devrait être communiqué à la Polynésie française au cours du troisième trimestre 2021.

\*\*\*\*\*

*Examiné en commission le 10 juin 2021, et suite à des échanges figurant au compte-rendu, le projet de délibération approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2020 (budget général) a recueilli un vote favorable des membres de la commission.*

*En conséquence, la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de délibération ci-joint.*

LES RAPPORTEURS

Moihara TUPANA

Luc FAATAU







COMPTE ADMINISTRATIF - BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - ÉVOLUTION DES RECETTES ET DÉPENSES RÉELLES - 2011 / 2020

Section de fonctionnement

En_XPF	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	BM 2020	CA 2020	Evolution 2019 / 2020
Droits à l'impression	16 724 451 089	18 056 528 899	17 648 942 849	16 885 169 000	18 205 832 250	16 653 883 904	19 521 736 511	20 443 891 930	20 680 575 733	18 658 500 000	19 250 533 845	-8,91%
Taux sur la valeur ajoutée	35 854 124 641	35 277 486 084	35 277 486 084	39 534 681 705	41 689 340 864	43 136 086 394	45 263 321 152	47 426 124 140	50 416 863 798	44 286 637 433	45 122 880 357	-8,52%
Autres imposts indirects	6 645 454 871	6 285 485 480	5 384 474 264	5 712 849 650	5 987 748 868	7 107 448 853	7 107 448 853	7 045 207 221	10 871 153 103	6 758 071 872	7 223 104 087	-33,54%
Impôts directs	25 014 553 713	24 153 580 779	23 666 768 501	20 217 150 459	20 839 737 255	22 422 800 357	25 133 085 176	36 489 123 137	25 888 883 786	24 853 827 085	25 985 121 915	0,00%
DGA	10 865 727 924	10 808 311 816	10 638 515 386	10 477 007 638	10 088 220 924	9 611 883 556	10 805 727 924	18 805 727 924	10 805 727 924	10 805 727 924	10 805 727 924	0,00%
Autres subventions de l'État	2 815 281 702	2 826 121 683	3 102 504 731	2 878 888 414	3 104 637 741	3 643 763 832	3 537 000 339	3 633 245 538	3 447 720 759	3 509 167 342	2 875 125 638	-13,71%
Autres recettes	7 085 058 813	5 603 446 812	7 317 061 669	5 359 422 631	7 158 300 340	16 311 635 167	13 584 784 612	7 877 445 410	8 162 251 487	14 211 463 086	12 376 015 430	51,63%
Annulations de dépenses	1 178 822 828	437 386 554	728 674 610	1 092 500 303	919 573 572	972 563 937	654 530 587	842 735 805	784 617 714	707 800 000	973 738 866	22,54%
Recettes fiscales	85 206 477 748	84 389 727 909	83 887 082 308	82 448 840 815	88 125 323 321	90 180 223 623	101 028 201 682	105 414 146 428	107 848 576 420	94 841 137 000	98 583 638 604	-8,80%
Recettes non fiscales	22 834 901 367	25 741 852 957	21 986 756 405	19 908 920 184	21 246 732 177	33 540 156 482	28 542 133 462	23 249 154 777	23 210 317 884	20 228 178 352	27 130 068 806	16,80%
TOTAL GÉNÉRAL	108 041 379 115	110 131 580 866	105 873 838 713	102 357 761 000	109 372 055 497	123 720 380 105	129 570 335 144	128 663 301 205	131 058 894 304	115 069 315 352	125 714 248 464	-4,09%

Dépenses

En_XPF	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	BM 2020	CA 2020	Evolution 2019 / 2020
Charges de personnel	31 181 182 886	30 089 884 228	31 423 805 602	30 456 420 224	29 541 632 416	29 503 448 830	30 181 723 867	30 339 027 187	29 374 483 353	30 710 620 527	30 535 338 837	3,85%
Fonctionnement courant	9 026 057 632	9 278 678 811	9 238 273 201	9 238 273 201	9 519 601 702	10 576 003 279	11 643 133 510	10 231 587 188	12 658 200 161	20 773 169 634	15 730 418 928	21,35%
Dépenses de transfert	32 824 980 063	35 020 558 583	31 716 530 362	30 241 900 016	27 341 028 591	26 538 241 341	30 877 529 636	31 028 012 762	34 586 343 051	59 715 203 380	56 418 192 527	61,12%
Charges financières	3 077 444 847	3 980 728 876	4 028 145 300	3 884 378 178	3 927 274 331	3 568 405 058	3 355 504 739	3 078 027 000	2 802 490 591	3 200 500 000	2 700 776 302	-13,63%
Dotation aux provisions	1 677 532 126	1 540 085 854	2 230 072 138	735 117 175	858 800 134	5 627 558 135	453 926 063	4 018 579 235	3 746 693 191	3 338 880 446	3 246 256 820	-13,86%
Admission en non valeur	2 781 945 886	1 966 683 020	304 236 969	718 972 214	1 068 542 247	1 861 544 290	2 378 004 174	1 236 264 582	1 554 948 165	1 245 761 766	633 482 183	-59,28%
Autres dépenses de fonctionnement	348 866 500	285 381 781	264 480 757	1 129 001 314	298 581 987	242 514 968	244 668 843	232 291 844	268 134 123	277 570 000	243 089 443	-8,34%
Sous Total (*)	81 818 019 843	82 077 769 133	79 351 047 822	76 388 133 333	72 554 242 478	77 818 117 001	78 134 900 832	80 225 709 828	85 391 601 635	118 202 744 793	108 507 555 240	28,38%
PIP	12 585 246 954	12 087 774 281	12 224 655 484	14 117 272 710	14 654 813 400	14 156 788 887	15 686 873 665	17 283 672 650	18 551 404 988	18 251 118 450	18 251 118 450	-1,62%
Dégrèvements, rambes & annulations	4 538 122 008	6 656 183 172	4 388 687 528	4 536 193 860	4 087 160 145	8 500 261 428	6 285 259 715	5 500 640 373	5 027 477 801	5 781 240 000	4 138 868 006	-17,80%
TOTAL GÉNÉRAL	98 741 488 803	99 831 725 585	95 962 386 832	95 041 580 383	91 278 316 023	100 575 117 317	101 100 824 435	103 008 500 851	108 070 484 435	142 305 103 213	131 880 538 006	21,14%

(\*) hors prélèvement (FIP) et allocations de recettes (dégrèvements, remboursement de trop-perçus et annulations).

Section d'investissement

En_XPF	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	BM 2020	CA 2020	Evolution 2019 / 2020
Recettes diverses d'investissement	860 265 168	413 785 246	671 620 201	30 873 911	58 078 111	4 435 857	81 502 694	74 795 185	248 467 082	342 580 385	253 087 374	1,90%
Remboursements et créances sur tiers	540 032 666	0	337 132 242	1 325 254 854	3 507 766 180	663 717 125	192 655 483	65 386 340	153 673 341	690 043 113	525 938 802	242,20%
Emprunts et dettes à long ou moyen terme	12 231 219 033	9 837 847 484	6 443 814 082	16 655 131 264	7 168 257 756	7 104 840 335	5 947 815 752	6 392 884 084	5 292 362 788	53 699 188 916	40 330 180 931	682,05%
Subventions de l'État	811 854 472	170 860 207	168 772 257	49 134 138	161 575 807	215 087 157	311 524 484	807 630 067	1 381 653 100	1 657 386 808	1 119 001 115	-19,01%
FREPEI/DCDE / JIF	220 513 677	2 515 807 972	3 055 918 737	4 631 024 620	6 293 855 252	5 928 886 047	3 539 271 820	5 148 478 412	5 040 131 748	11 545 877 540	5 954 345 858	18,14%
Subventions de l'État (Éducation)	90 477 508	539 584 166	175 182 280	286 910 144	461 084 031	218 120 413	165 854 872	340 417 100	200 652 538	553 306 325	266 812 879	33,02%
Subventions de l'État (Comité de projets)	588 226 036	406 416 706	393 236 198	206 702 286	163 689 981	478 728 985	376 683 880	458 538 684	633 542 169	1 255 215 752	416 601 413	-36,25%
TOTAL GÉNÉRAL	15 342 384 551	7 884 511 701	11 243 778 808	23 158 031 320	17 814 318 228	14 000 726 028	10 636 218 045	13 048 022 732	12 370 482 787	60 743 708 838	48 868 058 472	278,75%

Dépenses

En_XPF	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	BM 2020	CA 2020	Evolution 2019 / 2020
Dépenses diverses d'investissement	1 787 231 076	1 113 518 681	887 898 480	979 272 184	1 326 130 742	928 588 735	948 867 668	1 254 415 906	1 443 369 175	1 612 716 477	1 612 716 477	11,73%
Subventions d'équipement versées	3 689 842 066	3 281 301 359	2 823 606 565	5 284 175 623	6 948 759 699	8 104 480 835	8 977 082 159	10 887 629 789	12 512 523 759	14 527 281 550	14 527 281 550	16,10%
Immobilisations corporelles	3 414 367 513	2 035 836 130	2 328 537 290	2 486 412 053	7 185 984 025	6 008 177 070	7 087 008 778	7 166 100 085	7 832 352 557	9 325 880 568	9 325 880 568	17,57%
Immobilisations en cours	7 266 310 170	6 069 500 586	6 724 730 487	10 572 384 178	6 085 219 613	6 629 712 705	5 503 504 431	5 744 838 063	7 229 101 802	7 888 812 803	7 888 812 803	10,51%
Participations et avances	75 950 000	1 000 000 000	1 656 000 000	2 274 195 687	130 000 000	1 527 933 167	1 002 813 365	0	670 000 000	11 893 232 492	11 893 232 492	1676,00%
Dépenses réelles hors remboursement de la Dette	16 243 800 825	13 409 157 738	14 421 778 328	21 900 410 745	21 687 082 479	21 828 882 479	23 510 907 401	25 063 084 853	28 787 347 283	70 502 803 872	45 335 343 601	52,28%
Remboursements et dettes à L&M terme	9 846 826 163	8 135 779 163	8 446 724 687	8 838 000 206	9 103 787 148	9 557 277 630	9 410 170 200	8 575 604 738	8 851 215 714	9 000 000 000	8 785 545 133	-0,74%
TOTAL GÉNÉRAL	26 090 628 988	21 544 936 801	22 870 503 515	30 438 508 951	30 790 869 627	31 386 170 162	30 920 977 601	33 638 689 581	38 638 563 007	79 502 803 872	54 130 488 824	40,12%



## COMPTE ADMINISTRATIF - BUDGET GÉNÉRAL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE - ANALYSE DE L'EXÉCUTION BUDGÉTAIRE - 2011 / 2020

## Résultats

	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
En milliers XPF										
Résultat global de l'exercice (liv. + fees)	-1 308 342	-3 270 500	-2 414 033	37 813	3 138 908	6 878 750	6 206 652	5 103 837	-3 469 670	-11 448 721
(*) Résultat antérieur reporté	12 806 436	11 558 560	8 555 200	7 668 773	8 064 171	11 288 017	18 015 619	26 550 608	31 884 442	28 194 772
Résultat cumulé global à la clôture	11 558 940	8 558 208	7 669 773	8 064 171	11 200 017	18 015 619	28 586 608	31 064 442	28 194 772	18 958 329
dont dépenses non budgétaires	50 464	387 304	1 529 141	358 585	65 878	67 842	0	0	0	213 278
Report de l'investissement										
(c) Dépenses	25 167 771	27 217 471	36 220 922	41 167 224	53 238 992	57 844 352	63 052 522	63 812 692	50 592 740	52 168 135
(*) Recettes	14 398 055	22 558 327	32 893 092	34 670 050	47 835 372	46 626 789	51 776 758	53 577 604	44 231 716	46 307 815
(e) Résultat net global	774 883	3 886 152	4 341 934	1 366 098	3 865 389	6 799 056	14 984 842	21 428 053	21 833 750	13 098 008

## Épargne

	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
En milliers XPF										
Épargne brute	9 348 850	10 270 858	9 212 058	7 317 292	18 119 530	23 165 203	28 501 511	23 659 800	22 190 410	-4 174 291
(c) Dotations aux amortissements	6 025 000	42 561	2 189 278	2 028 677	3 384 368	4 323 166	5 029 800	5 670 535	6 781 101	7 582 340
Charges financières E/O		386 928	298 229	731 504		1 580 712	2 886 422	2 085 205	2 082 539	1 855 954
(*) Subv. liv. reçues imputées au compte de résultat						15 060	66 580	106 415	168 801	259 377
(c) Produits de cessions d'immobilisations					520					40 330
(e) Résultat de fonctionnement	3 324 850	9 887 367	7 022 781	5 288 615	12 727 171	18 846 574	23 557 285	20 889 680	15 573 462	-3 538 585
rapports aux recettes réelles de fonctionnement	3,09%	8,05%	6,89%	5,17%	11,85%	15,23%	16,19%	15,61%	11,89%	-10,77%
(c) Amortissement du capital des emprunts	9 846 020	9 135 779	8 448 725	8 639 060	9 101 797	9 557 278	9 410 170	8 575 805	8 851 210	8 785 545
Épargne nette (épargne brute - capital des emprunts)	-486 830	3 144 077	763 333	-1 851 768	7 815 742	13 587 824	18 091 341	17 077 998	13 347 194	-14 868 830

## Dettes

	CA 2011	CA 2012	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020
En XPF										
Intérêts de la dette	3 847 623 716	4 128 744 313	4 145 877 203	3 881 105 508	3 986 303 951	3 617 034 807	3 354 831 287	3 112 847 000	2 842 031 057	2 830 200 224
Budget général	3 675 047 862	3 980 703 258	4 028 270 537	3 683 715 441	3 927 274 331	3 568 405 056	3 354 831 207	3 112 847 980	2 842 031 057	2 800 200 224
CAVC	172 575 854	137 041 055	117 606 756	87 489 067	89 096 620	48 629 749				
Remboursement en capital	10 786 108 978	8 828 318 441	9 208 247 803	9 465 882 746	8 478 515 247	9 840 737 887	9 410 170 200	8 575 804 738	8 851 215 714	8 785 545 133
Budget général	9 846 826 160	8 135 778 103	8 448 724 697	8 838 080 206	9 103 787 148	9 557 277 830	9 410 170 200	8 575 804 738	8 851 215 714	8 785 545 133
CAVC	940 282 818	692 537 338	859 523 819	623 502 540	374 519 099	389 460 287				
Annuité	14 643 730 695	12 955 060 754	13 444 124 708	13 441 878 254	13 474 879 103	13 557 772 704	12 785 001 467	11 088 652 732	11 683 240 771	11 615 754 387
Mobilisation d'emprunts en N	12 227 804 296	5 509 172 554	6 742 243 438	17 386 634 844	7 168 257 750	7 104 940 335	5 847 615 725	6 382 884 964	5 292 362 788	40 330 186 801
Encours de la dette de la Polynésie française (au 31/12)	82 196 731 237	88 877 587 350	86 326 583 282	84 246 535 665	91 936 478 183	89 100 880 810	85 638 138 159	83 455 006 388	79 805 153 466	111 440 709 264



**ASSEMBLÉE  
DE LA  
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

-----  
NOR : DBF2120843DL-4

**DÉLIBÉRATION N°** /APF

**DU**

---

approuvant le compte administratif de la Polynésie française et constatant la concordance des résultats avec le compte de gestion pour l'année 2020 (budget général)

---

**L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2019-199 APF du 10 décembre 2019 modifiée, approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2020 ;

Vu l'arrêté n° 939 CM du 26 mai 2021 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° /2021/APF/SG du portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° du de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du

**A D O P T E :**

**Article 1<sup>er</sup>.**- Les recettes budgétaires de la Polynésie française réalisées pendant la gestion 2020 au titre du budget général et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de la Polynésie française s'élèvent à la somme de *deux cent cinquante-sept milliards trois cent soixante-trois millions quarante-quatre mille sept cent soixante-dix-sept francs pacifique (257 363 044 777 F CFP)*, se décomposant comme suit :

Section de fonctionnement .....	173 880 702 857	F CFP
Section d'investissement (hors compte 106 8).....	68 313 574 833	F CFP
Compte 106 8 "excédent de fonctionnement capitalisé" .	15 168 767 087	F CFP
<b>TOTAL</b>	<b>257 363 044 777</b>	<b>F CFP</b>

**Article 2.**- Les dépenses budgétaires de la Polynésie française réalisées pendant la gestion 2020 au titre du budget général et figurant dans le compte administratif de l'ordonnateur du budget de la Polynésie française s'élèvent à la somme de *deux cent cinquante-trois milliards six cent quarante-deux millions neuf cent quatre-vingt-dix-huit mille deux cent soixante-quatorze francs pacifique (253 642 998 274 F CFP)*, se décomposant comme suit :

Section de fonctionnement .....	168 378 779 027	F CFP
Section d'investissement .....	85 264 219 247	F CFP
<b>TOTAL</b>	<b>253 642 998 274</b>	<b>F CFP</b>

**Article 3.**- Les différences entre ces résultats et les prévisions budgétaires sont approuvées.

**Article 4.**- Est constatée pour l'exercice 2020, au titre du budget général, la concordance parfaite des résultats entre le compte administratif et le compte de gestion de la Polynésie française.

**Article 5.**- Est constatée la reprise dans les comptes du pays du résultat de la Caisse de soutien des prix du coprah, et de l'écart de conversion des emprunts :

	Fonctionnement compte 110 "report à nouveau (solde créditeur)" et compte 12 "résultat de l'exercice"	Investissement Solde créditeur des comptes de bilan (hors compte 110 et 12)
Ecart de conversion des emprunts	-	1
Caisse de soutien des prix du coprah	667 277 828	- 455 000 000

**Article 6.**- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

*La secrétaire,*

Béatrice LUCAS

*Le président,*

Gaston TONG SANG